

[10 décembre 1954] (p. 6076, 6077) ; *Usage de balles dum-dum dans l'Aurès, attesté par l'Administration* (p. 6072, 6077) ; — sur la politique poursuivie en Algérie [25 janvier 1955] (p. 212) ; la développe : *Rébellion de l'Aurès, malaise social, urgence d'entreprendre de grands travaux et d'industrialiser l'Algérie* [2 février 1955] (p. 638, 639) ; — sur le terrorisme en Algérie [24 juin 1955] (p. 3169). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *L'Algérie* [21 juin 1955] (p. 3171). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Son contre-projet tendant à déclarer l'état de siège sur toute l'Algérie, pour une durée de six mois* (« Sous-administration » de l'Algérie, manifestations de Constantine et de Batna) [29 juillet 1955] (p. 4526, 4527) ; le retire (p. 4528) ; — du projet de loi relatif à l'organisation administrative des services judiciaires en Algérie, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1955] (p. 4546) ; — du projet de loi portant création de cours d'appel et de postes de magistrats en Algérie, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1955] (p. 4548) ; Art. 1^{er} : *Création de deux cours d'appel nouvelles à Oran et à Constantine* (p. 4549) ; de ce projet de loi, en deuxième lecture [5 août 1955] (p. 4663) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. H.-L. Grimaud (Création de cours d'appel à Oran et à Constantine)* (p. 4664) ; de ce projet de loi, en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Reprise du texte adopté en deuxième lecture* [5 août 1955] (p. 4680). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation dans le Constantinois et l'agitation séparatiste (déclaration de sécession) [6 octobre 1955] (p. 4802) ; la développe : *Atmosphère de guerre sainte, convocation de l'Assemblée algérienne en session extraordinaire, session de l'O.N.U. et attitude des élus du 2^e collège, administration civile du Constantinois, moral des rappelés sous les drapeaux* [11 octobre 1955] (p. 5013, 5015) ; — sur les responsabilités encourues à l'occasion de l'évasion de la prison civile de Constantine de onze condamnés à mort [15 novembre 1955] (p. 5664). = S'excuse de son absence [6 octobre 1953] (p. 4010), [9 novembre 1954] (p. 4816), [4 mars 1955] (p. 1078), [26 octobre 1955] (p. 5302). = Obtient des congés [6 octobre 1953] (p. 4010), [9 novembre 1954] (p. 4816), [4 mars 1955] (p. 1078).

M. VALLON (M. Louis), *Député de la Seine* (4^e circonscription) (N. 1.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [24 février 1953] (**F. n° 236**) ; membre titulaire de cette Commission [7 juillet 1953] (**F. n° 275**) ; membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est nommé par la Commission des finances pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [16 juillet 1953] (**F. n° 277**).

Dépôts :

Le 21 décembre 1951, une proposition de loi sur le contrôle et la réglementation des ententes industrielles et commerciales, n° 2145. — Le 2 décembre 1952, une proposition de loi tendant à l'établissement de contrats d'association « capital-travail », n° 4916.

Interventions :

Son rapport sur les élections de Seine-et-Oise (2^e circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5906). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Motion préjudicielle de M. Gardey tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1951] (p. 7467) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur les raisons pour lesquelles le R. P. F. votera la loi)* [20 septembre 1951] (p. 7526). — Est entendu sur les motions de censure au sujet du relèvement des taxes sur les produits pétroliers : *Motion de censure de M. Bardou* [16 novembre 1951] (p. 8149) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (L'inflation en 1951-1952, les subventions aux entreprises nationales, l'association capital-travail)* [30 décembre 1951] (p. 10292 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Evolution du salaire minimum en 1951, arbitrage des conflits du travail, rôle des syndicats en France et à l'étranger)* [25 février 1952] (p. 860, 861) ; *Contre-projet de M. Caillot ten-*

dant à rajuster les salaires tous les trois mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0 et à introduire l'échelle mobile dans les conventions collectives (p. 866); *Contre-projet de M. Camphin tendant à reprendre le rapport de M. Coutant précédemment voté par l'Assemblée* (p. 817); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: *Demande de suspension de séance présentée par le Gouvernement* [9 avril 1952] (p. 2047); *Economie du projet et son interprétation en cas de hausse des prix allant de 5 à 10 0/0* (p. 2049). — Est entendu sur le rapport sur les opérations électorales du département du Loiret: *Amendement de M. Bergasse tendant à annuler les opérations électorales (Propagande de M. Secrétain)* [13 mars 1952] (p. 1273). — Prend part à la discussion: du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952: *Discussion générale (Ses observations sur l'inflation monétaire, les emprunts, l'amnistie fiscale, les insuffisances de la politique gouvernementale en matière financière)* [1^{er} avril 1952] (p. 1709 et suiv.); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FRANCE D'OUTRE-MER: *Son rappel au Règlement (Suite du débat)* [6 novembre 1952] (p. 4788); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-41: *Amendement de M. de Monsabert tendant à réduire de 216 millions les crédits pour la Sûreté nationale (Création de 10 nouvelles C.R.S.)* [13 décembre 1952] (p. 6336, 6337). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour pallier le déficit croissant de la balance commerciale [21 novembre 1952] (p. 5411). — Est entendu: sur une demande de tenue de séance supplémentaire: *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5428, 5429); — sur le procès-verbal de la séance précédente: *Action de M. de Saire pendant la guerre* [25 novembre 1952] (p. 5623). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953): *Discussion générale (Ses observations sur le déficit de la balance commerciale, le pool de l'acier et du charbon et la concurrence commerciale étrangère)* [5 décembre 1952] (p. 6012 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les dotations en devises étrangères qu'exigeront les mesures de mise en application du marché commun du charbon et de l'acier [20 janvier 1953] (p. 93); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Ses observations*

sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier établie à Luxembourg, la concurrence allemande [24 mars 1953] (p. 2262 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion de son interpellation sur l'ouverture du marché commun du charbon et de l'acier* [24 février 1953] (p. 1305); *Discussion des interpellations sur l'ouverture du pool charbon-acier, le chômage et les économiquement faibles et discussion du rapport sur l'indemnisation des tréfonciers du département de la Loire* [17 mars 1953] (p. 1965, 1967). — Prend part à la discussion: d'une proposition de résolution relative à la composition de la Commission de coordination du pool charbon-acier; Art. 2: *Son amendement relatif au cas des membres de l'Assemblée Ad Hoc* [26 mars 1953] (p. 2361, 2362); — du projet de loi relatif au redressement financier: *Discussion générale (Ses observations sur la politique économique et monétaire du Gouvernement)* [19 mai 1953] (p. 2767, 2768). — Prend part au débat: sur l'investiture du Président du Conseil désigné: (M. Paul Raynaud): *Ses observations sur le problème social* [27 mai 1953] (p. 2864); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France): *Ses observations sur l'amorce d'une nouvelle majorité parlementaire, la nécessité du référendum* [4 juin 1953] (p. 2978, 2979). — Prend part: à la discussion du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France, amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale (Ses observations sur la facilité financière du régime)* [16 juin 1953] (p. 3038); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie): *Ses observations sur l'expansion nécessaire de l'économie et l'association capital-travail-direction, à promouvoir dans les entreprises publiques et privées* [18 juin 1953] (p. 3085, 3086); — à la discussion du projet de loi tendant à approuver une convention avec la Banque de France: *Discussion générale (Ses observations hostiles au projet)* [23 janvier 1953] (p. 3120). — Dépose une demande d'interpellation: sur la composition du Gouvernement [30 juin 1953] (p. 3174); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Ses observations sur le climat général, conservateur ou réactionnaire, et les désaccords personnels de l'équipe ministérielle, sur les efforts concertés des partis de démocratie chrétienne en faveur de la « petite Europe » ou de*

« *L'Europe allemande* », sur l'impuissance probable du Ministre des Finances, et du Gouvernement) [30 juin 1953] (p. 3180, 3181); — sur les instructions données par le Ministre de l'Intérieur à la police parisienne en vue de la manifestation populaire du 14 juillet 1953 [16 juillet 1953] (p. 3502). — Prend part à la discussion du rapport portant révision de la Constitution; Art. 7: *Son amendement tendant à faire réunir de droit l'Assemblée si 5 0/0 des députés sont incarcérés* [21 juillet 1953] (p. 3716). — Dépose une demande d'interpellation: sur la récente décision gouvernementale prétendant, en violation de la Constitution et des Droits de l'homme, interdire à un étudiant français, à cause de ses opinions politiques, d'être candidat à l'E. N. A. [6 octobre 1953] (p. 4014); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Scandale des mesures de discrimination politique, jurisprudence du Conseil d'Etat* [29 octobre 1953] (p. 4642, 4643); la développe: *Egalité des citoyens pour l'accès aux fonctions publiques, arrêts du Conseil d'Etat en ce sens, réactions de la Presse devant les mesures prises contre certains candidats, l'attitude de M. July contraire au respect des droits de l'homme et de la Constitution* [13 novembre 1953] (p. 5062 et suiv.); *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à organiser un concours spécial pour les candidats exclus* (p. 5077, 5078); *Ordre du jour de M. de Moro-Giafferri considérant qu'il appartient au Conseil d'Etat de trancher le conflit* (p. 5079, 5080); — sur la politique sociale future du Gouvernement, après les grèves d'août [6 octobre 1953] (p. 4015); la développe: *Raisons profondes des grèves, toute-puissance des intermédiaires, stagnation économique, conservatisme borné, poids de la tutelle économique américaine, dangers d'une détaxation non discriminée des investissements, exemple des lois allemandes récentes organisant la co-gestion du capital et des salariés* [8 octobre 1953] (p. 4104, 4105). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole: *Ordre du jour de confiance implicite présenté par M. Charpentier (« majorité honteuse » et « confiance qui doute », action de M. Lafay, renforçant les privilèges des Halles et des chevillards* [22 octobre 1953] (p. 4504, 4505). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion des interpellations sur l'élimination de candidats au concours de l'E. N. A.* [13 novembre 1953]

(p. 5052). — Dépose une demande d'interpellation sur les violences exercées par la police sur d'inoffensifs manifestants étudiants [28 décembre 1953] (p. 6886); la développe: *Brutalités excessives du service d'ordre, activités de la 7^e section de la Préfecture et du commissaire attaché au Cabinet du Ministre de l'Intérieur* [30 décembre 1953] (p. 7016, 7017); *Ordre du jour de M. Cuyeux blâmant la répression de la manifestation et demandant des sanctions contre les responsables* (p. 7027): Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er}: *Condamnation par l'Assemblée Nationale de la répression d'une manifestation d'étudiants le 15 décembre 1953* [31 décembre 1953] (p. 7194). — Pose au Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative à l'annulation d'un arrêté de mise à la retraite d'un fonctionnaire [26 février 1954] (p. 575). — Dépose une demande d'interpellation: sur les mesures d'expulsion dont vient d'être l'objet M. Pietro Nenni [23 mars 1954] (p. 1173); — sur la politique poursuivie par le Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2089); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Demande d'intervention adressée aux Etats-Unis, contact direct avec Ho Chi Minh, politique personnelle de M. G. Bidault* (p. 2094); — sur la politique du Gouvernement en Indochine et au cours de la Conférence de Genève [11 mai 1954] (p. 2334); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Négociations de M. Bidault avant la chute de Dien-Bien-Phu, communiqué de M. Baeyens, ratification de la C. E. D., menace de dissolution* (p. 2340, 2341); — sur les aspects financiers et budgétaires de la poursuite de la guerre en Indochine [1^{er} juin 1954] (p. 2736); la développe: *Rôle de la guerre d'Indochine comme source principale de dollars pour la France (Avec les commandes off shore et la subvention américaine à la C. E. D.), nécessité pour la France de redresser sa balance des comptes avant de prétendre à l'indépendance, refus regrettable des offres de Ho Chi Minh en 1947 (citation de M. Raymond Aron), subordination unilatérale à la politique américaine (voir « Life »), accord nécessaire en Indochine, basé sur l'amitié du peuple vietnamien* [2 juin 1954] (p. 2782, 2783); — sur l'arrivée à Paris d'une commission américaine venant enquêter

sur le « loyalisme » du personnel américain de l'U.N.E.S.C.O. [9 juillet 1954] (p. 3380); — sur les mesures envisagées pour faire cesser les activités de certains réseaux de renseignements étrangers (Affaire des fuites intéressant la Défense nationale) [7 octobre 1954] (p. 4568); la développe : « Interpellation » du commissaire Dides et perquisition chez Baranès le 18 septembre, permettant à la D.S.T. de remonter à la source (M. Mons) et démasquant « l'habillage » des documents Baranès, « incuriosité » de M. Baylot (nomination entre temps de son gendre, M. Charbonniaux, auprès de M. Mons), fuite de Baranès, réfugié d'abord au Figaro, puis chez M. A. Hugues, son arrestation, composition du « réseau anticommuniste Dides » (ex-inspecteurs révoqués pour collaboration, dont Ch. Delarue, alias M. Charles — voir Heures Françaises), autres équipes anticommunistes « protégées » par le commissaire Dides (ex-militiens, activistes, etc.), en liaison avec l'Association des anciens d'Indochine, attaques et attentats divers (affaire des ballets soviétiques, etc.), aspect clandestin pris par l'activité (d'abord « parallèle ») du commissaire Dides après le changement de ministère, sa volonté délibérée de compromettre le Gouvernement, ses attaches proclamées avec le F.B.I. américain (« son collègue Lallier »), ses rapports « inquiétants » avec M. Tixier-Vignancour, avocat de Baranès (tradition du « faux patriotique » attaché à l'Action Française), indices d'une nouvelle machination visant M. Mendès-France (affaire de Tunisie) et ses collaborateurs (Conférence économique de Moscou), « technique de M. Mac Carthy, du F.B.I. et de M. Legendre », présence assidue du commissaire Dides aux réunions de Paix et Liberté, avec M. J.-P. David et plusieurs hauts fonctionnaires — dont M. Baylot —, questions posées touchant le statut légal de cette association et ses ressources présumées en dollars — ou plutôt en francs-contre-partie —, son caractère « d'organisation parallèle » insérée dans un complexe international anticommuniste, regroupant les anciens éléments fascistes et nazis (noms), « réseaux Coca-Cola et Vodka-Volga » [3 décembre 1954] (p. 5765 à 5769); Mise en cause du Figaro (Nguyen Van Ky) (p. 5752) et de M. Tixier-Vignancour, avocat de Baranès (p. 5756). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : Ses explications de vote sur la question de confiance

(Progrès certain des accords de Londres par rapport à la C.E.D., mais caractère inacceptable du « réarmement unilatéral » de l'Allemagne occidentale (rupture des accords de Potsdam et du pacte franco-soviétique), appui acquis des peuples allemand, anglais, italien, américain, etc. et valeur décisive d'un veto français en cette affaire, ne pas tout sacrifier au besoin de dollars (parallèle de Périclès) [12 octobre 1954] (p. 4671, 4672); — des projets de loi portant ratification des accords de Paris, rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : Ses explications de vote : Admission jusqu'ici refusée par tous les Gouvernements français (Motion du 19 février 1952, votée par M. Mendès-France et ses ministres actuels), contradiction d'intention entre l'O.T.A.N. et l'U.E.O. (Renforcement de la défense et limitation des armements), alternative réelle du débat : « L'Allemagne divisée et dangereuse d'Adenauer, ou l'Allemagne unifiée et pacifique d'Ollenhauer », but réel de l'opération (Soldats à bon marché pour les U.S.A.), leurs manœuvres d'intimidation (Reprises par le Président du Conseil), « politique d'auxiliaire » ainsi assignée à la France (Cf. général de Gaulle) [27 décembre 1954] (p. 6872, 6873). — Dépose une demande d'interpellation sur les engagements pris à Genève par le Gouvernement [4 mars 1955] (p. 1078). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'état d'urgence : Discussion générale (Pouvoirs donnés par l'état de siège, résidence forcée et institution de camps de concentration, la politique du parti radical) [31 mars 1955] (p. 2161 et suiv.); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : Echec de la politique de répression, camps d'internement, misère des ouvriers agricoles, représentation du peuple algérien, amnistie générale, création d'un département du Sahara [29 juillet 1955] (p. 4511, 4512). — Dépose une demande d'interpellation sur les atteintes portées à la liberté de la presse et la tolérance concurrentement montrée à l'égard de l'appel signé par les officiers généraux (Afrique du Nord) [6 octobre 1955] (p. 4801); la développe : Le Maroc depuis la démission de M. Grandval : Mutations et mises en place d'hommes sûrs, révolte ouverte des officiers généraux, insubordination des hauts fonctionnaires, attitude de « Présence française » et engagements pris à son égard, la négociation du départ de Ben Arafa [7 octobre 1955] (p. 4872, 4873). — Est entendu

sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la conférence des présidents : *Ses explications de vote : Menace d'inflation, rajustement des salaires, relance européenne, scrutin départemental à deux tours préconisé par Gambetta* [29 novembre 1955] (p. 6039, 6040). = S'excuse de son absence [13 janvier 1953] (p. 60). = Obtient un congé [13 janvier 1953] (p. 60).

VALS (M. Francis), Député de l'Aude (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505). — Est nommé Vice-Président de la Commission des affaires économiques [9 février 1954] (F. n° 343).

Dépôts :

Le 24 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 4067) de Mme Estachy et les membres de la Sous-Commission des corps gras tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de faire baisser le prix de l'huile comestible, n° 4488. — Le 24 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les propositions de loi : 1° de M. Senghor et plusieurs de ses collègues (n° 2412) tendant à assurer la sauvegarde de la production des arachides dans les territoires d'outre-mer; 2° de M. Maurice Lenormand et plusieurs de ses collègues (n° 3298) tendant à assurer la sauvegarde de la production du coprah, des palmistes et des corps gras dérivés de ces produits, dans les territoires d'outre-mer; 3° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 3717) tendant à régulariser

le marché des corps gras, n° 4489. — Le 24 janvier 1953, un rapport d'information fait au nom de la Commission des affaires économiques sur les oléagineux dans l'Union française, n° 5365. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1406) tendant à ratifier la délibération du 15 décembre 1949 de la Commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar, concernant la réglementation des entrepôts spéciaux et les dépôts d'avitaillement des huiles minérales à Madagascar et la délibération du 13 avril 1950 de l'Assemblée représentative de Madagascar rectifiant la précédente, n° 5583. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1795) tendant à ratifier le décret du 22 mai 1951 approuvant une délibération en date du 19 décembre 1950 du Conseil général du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon relative au tarif des droits de douane d'importation dans ce territoire, n° 5584. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1799) ratifiant le décret du 27 avril 1951 approuvant l'article premier d'une délibération prise le 30 novembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier le décret du 20 juillet 1932 portant réglementation du service local des douanes, n° 5585. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1800) tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant, en ce qui concerne les droits de douane, la délibération prise le 23 novembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à exonérer du paiement des droits de douane et des droits d'entrée pendant une période de cinq années le matériel importé par les compagnies de navigation aérienne, n° 5586. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1801) tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant une délibération prise le 21 décembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie modifiant l'assiette et le taux des droits de douane, n° 6067. — Le 27 mars 1953, un rapport au